



THE CHINESE EMERGENCE MODEL: AN INSPIRING MODEL FOR DEVELOPING COUNTRIES SUCH AS MOROCCO

LE MODELE D'EMERGENCE CHINOISE : UN MODELE INSPIRANT POUR DES PAYS EN DEVELOPPEMENT TEL LE MAROC

OUADGHIRI Kaoutar

Laboratoire de relations internationales et développement économique
FSJES Ain Chock,
Université Hassan II, Casablanca, Maroc

Résumé : La République populaire de Chine, surnommée également « l'usine du monde » a été le pays émergent qui a terrifié les pays les plus développée par son avancée rapide, et qui continue à leur présenter une menace. Les critiques de pays occidentaux, accusant la Chine de néocolonialisme sous ses airs de puissance généreuse, en ait une preuve. D'autre part, cette avancée chinoise a pu fasciner plusieurs pays en développement désireux de suivre ses pas, tel le Maroc. Pour cela il faut enregistrer une croissance économique soutenue et durable. Mais comment ? Cet article tente de répondre à cette question en utilisant une approche comparative entre la croissance du Maroc et celle de Chine prenant en considération d'autres facteurs liés à la croissance à savoir le capital humain, la fonction recherche et développement, les IDE et le commerce extérieur.

Abstract: The People's Republic of China, also nicknamed "the factory of the world", was the emerging country which terrified the most developed countries with its rapid advance, and which continues to present a threat to them. Critics from Western countries, accusing China of neocolonialism under its areas of generous power, have proof of this. On the other hand, this Chinese advance may have fascinated several developing countries wishing to follow in its footsteps, such as Morocco. This requires sustained and sustainable economic growth. But how ? This article attempts to answer this question using a comparative approach between the growth of Morocco and that of China taking into consideration other factors linked to growth, namely human capital, the research and development function, FDI and external trade.

Mots clés : croissance économique, Chine, Maroc, analyse comparative / Economic growth, China, Morocco, comparative analysis.

Digital Object Identifier (DOI) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.10878445>

1. Introduction

Dans ce monde, nous trouvons des pays riches dont les habitants bénéficient de meilleurs soins et santé, d'une meilleure éducation, d'une alimentation plus saine et d'une plus grande longévité, lorsque d'autres sont extrêmement pauvres. Comment ce grand écart est-il possible ? D'ailleurs, ces pays aujourd'hui riches ne l'ont pas toujours été, ce qui donne peut être un espoir aux pays pauvres de se rattraper à leur tour. Ces pays riches le sont parce qu'ils ont vu leur activité économique s'intensifier suite à un travail acharné et une meilleure productivité augmentant leur quantité de bien et services pendant une longue durée. C'est la croissance économique.

Ce terme date du milieu du XVIII^e siècle, une période très marquante de l'histoire économique : la révolution industrielle qui provoque une rupture marquée par l'émergence de nouvelles techniques dans le domaine industriel. La plus célèbre d'entre elles, est la machine à vapeur de James Watt qui va permettre de développer l'industrie textile, les chemins de fer, puis les bateaux à vapeur. La croissance économique moderne va s'appuyer sur un renouvellement technologique permanent et débordé la croissance démographique. À partir du XIX^e siècle, c'est la croissance du revenu par tête qui devient la marque d'une société prospère. La croissance améliore, enfin, les conditions de vie¹.

Ce terme revient en force pendant une autre période qui ne manque pas d'importance dans l'histoire économique : « les trente glorieuses »², la période de reconstruction de l'après-guerre, jusqu'au premier choc pétrolier, où la grande majorité des pays développés a connu une forte croissance économique et a vu leur niveau de vie augmenté.

Après cette période, font leur apparition ce que l'on a appelé les pays émergents, des pays qui, malgré leur PIB par habitant qui reste inférieur à celui des pays développés, connaissent une croissance économique rapide et soutenue.

Dans cet article, l'on s'intéresse notamment à la Chine, « l'usine du monde », qui a pu peu de temps, après son ouverture économique, renverser la donne internationale et devenir la seconde économie mondiale, donnant un espoir aux pays en développement tel le Maroc. Un pays, dont la croissance économique reste fortement liée à l'agriculture malgré les efforts fournis dans les autres secteurs, notamment l'industrie.

Ainsi l'objectif de cette étude est d'analyser comment le Maroc peut améliorer sa croissance économique, prenant comme exemple la réforme de la république populaire de Chine ? Mais

¹ COHEN D. (2011) - *La prospérité du vice*, livre de poche, 313p

² FOURASTIE J. (1979) - *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, 267p

avant de répondre à cette question commençons par une revue des modèles de la croissance économique et une présentation de la méthodologie utilisée.

2. Revue de littérature sur la croissance économique

Depuis plusieurs années, les économistes essaient de comprendre les causes de la croissance et les facteurs qui permettent de la maintenir sur le long-terme. La croissance occupe l'esprit de nombreux économistes déjà, depuis Adam Smith et sa richesse des nations. De nos jours, nous pouvons distinguer deux grandes analyses. D'une part, la plus ancienne, qui repose sur modèle néo-classique développé par Ramsey¹ (1928), Solow (1956), Swan (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965). Solow (Prix Nobel 1987) en est la figure pensante. Cette théorie des années 60, a été enrichie durant les années 80 afin de tenir compte d'un certain nombre de critiques. D'autre part, la seconde, la croissance endogène, semblerait ouvrir de nouvelles perspectives.

1 La croissance exogène

La théorie de la croissance a été fondée par le modèle Harrod-Domar pour ensuite être développées par d'autres économistes, notamment Solow, qui tend à mettre en avant le rôle capital du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie.

Le modèle Harrod-Domar a été le premier modèle économique formalisé de la croissance, considéré comme le modèle de référence de la théorie moderne de la croissance ouvrant ainsi la voie à plusieurs économistes. Les deux économistes ont été inspirés par Keynes qui souligne dans sa théorie générale³, le rôle important de l'investissement et de la demande et expose une problématique de l'équilibre et déséquilibre de l'économie à court terme. Le modèle de Harrod-Domar a pour but de prolonger sur le long terme cette théorie keynésienne tout en mettant la lumière, tout comme Keynes, sur le caractère instable de la croissance économique, et la nécessité de l'intervention de l'Etat.

³ KEYNES J.M. (1936) - *The general theory of employment, Interest, and Money*, Ed Palgrave Macmillan.

Les deux économistes keynésiens : l'économiste anglais Roy Forbes Harrod (1939)⁴ et l'économiste nord-américain Evsey Domar (1947)⁵ présente leurs modèles de façons proches et arrivent tous deux aux mêmes conclusions.

Le modèle Harrod-Domar montre que la croissance économique est déséquilibrée. Son apport essentiel est l'approche par le capital. La croissance pourra être équilibrée par l'investissement qui est à la fois une composante de l'offre et de la demande contribuant non seulement à l'augmentation des revenus mais aussi dégage des capacités de production. Elle sera donc équilibrée uniquement si l'offre égalise la demande, ce qui n'est pas toujours le cas. Par contre, si l'offre est supérieure à la demande, l'économie se retrouvera en surproduction, elle s'éloignera donc du plein emploi et risque de connaître une déflation. Dans le cas contraire, si la demande est supérieure à l'offre, l'économie subira des tensions inflationnistes.

Comme Keynes, Harrod et Domar insiste sur le rôle important de l'Etat pour veiller sur l'équilibre économique mais cette fois-ci au long terme. L'Etat, pouvant ajuster la demande globale de manière à ce qu'elle s'équilibre avec l'offre globale, en assouplissant et resserrant ses politiques conjoncturelles, permet d'équilibrer la croissance.

D'autres économistes tels Solow et Kaldor viendront améliorer le modèle Harrod-Domar.

- **Croissance et progrès technique : Solow**

Robert M. SOLOW, prix Nobel en 1987⁶, propose en 1956⁷, en réaction au modèle pessimiste (l'équilibre est difficilement atteignable si on « laisse faire ») de Harrod-Domar, un modèle de croissance à la base des modèles contemporains plus optimiste où il conçoit que la croissance peut être durable et stable. A ce modèle viendra contribuer durant la même année, 1956⁸, l'économiste Trevor Winchester Swan pour former un modèle dit de Solow-Swan.

⁴ HARROD R. F. (1939) - *An essay in dynamic theory*, The Economic Journal, Vol. 49, No. 193, pp. 14-33.

⁵ EVSEY D. DOMAR (1947) - *Expansion and Employment*, The American Economic Review, Vol. 37, No. 1, pp. 34-55.

⁶ SOLOW R. S. (1988) - *La théorie de la croissance et son évolution*, Revue française d'économie, pp. 3-27

⁷ SOLOW R. S. (1956) - *A contribution to the theory of economic growth*, Quarterly journal of economics, Vol. 70, No. 1, pp. 65-94

⁸ SWAN T.H. (1956) - *Economic growth and capital accumulation*, Economic Record, John Wiley et Sons, Vol 32, N°2, pp 334-361

La version de base de ce modèle prend en considération une économie fermée qui produit un seul bien (composite) et utilise le travail et le capital. Dans cette version, le progrès technique est une donnée et le taux d'épargne est considéré comme étant exogène. L'Etat est absent, il y a un nombre fixe de firmes dans l'économie, chacune ayant la même technologie de production. En normalisant, le nombre de firmes à un pour des raisons de simplicité, la production globale peut donc être caractérisée par une fonction de production agrégée. Le prix de la production est constant et les prix des facteurs (salaires inclus) s'ajustent pour assurer la pleine utilisation de tous les inputs disponibles.

Le modèle se focalise sur quatre variables soient : le flux de la production : Y ; le stock de capital : K ; le nombre de travailleurs : L ; et le savoir (connaissances) ou l'efficacité du travail : A

La production résulte strictement de la mise en 29 combinaisons d'une certaine quantité de capital (moyens de production) et de travail (main d'œuvre). L'analyse de Solow attribue l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciels, infrastructures...). Quand l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existant, chaque travailleur dispose d'un équipement plus performant et peut produire davantage. Néanmoins, lorsque on augmente le capital par tête, la production augmente, mais pas de façon proportionnelle (c'est le principe des rendements décroissants). En conséquence, à force d'augmenter le capital par tête, viendra un moment où la production par tête augmentera moins vite que cela ne coûte. La croissance par tête va s'arrêter, c'est que Solow appelle l'état régulier. Ce dernier dépend du coût relatif du capital. Si ce dernier diminue (un renchérissement du coût du travail poussera les entreprises à substituer du capital au travail), l'investissement par tête va augmenter de nouveau jusqu'à ce qu'un nouvel état régulier soit atteint⁹.

2 La croissance endogène

Apparue dans les années quatre-vingt, la théorie de la croissance endogène est venue afin de dépasser les insuffisances du modèle de Solow. Les rendements sont devenus croissants et l'innovation technologique un facteur endogène de la croissance dépendant du comportement de plusieurs agents économiques. Cette théorie prend en considération plusieurs points

⁹ DIEMER A. (2010) - *Théories de croissances endogènes et principe de convergence*, MCF IUFM d'Auvergne, pp 28.

« jusqu'à là préservés dans le modèle de croissance traditionnel : la reconnaissance de la concurrence monopolistique, la sous optimalité de l'équilibre justifiant une intervention de l'Etat, et un nouveau regard sur la dimension collective et institutionnelle des processus de croissance font peut être prendre un tournant à la macroéconomie néoclassique. »¹⁰

Cette théorie a été principalement développée par Robert Lucas, Paul Romer et Robert Barro qui mettent l'accent sur l'importance du capital humain, de la recherche et développement et de l'investissement public étant sources de progrès technique.

Robert Lucas¹¹ (prix Nobel en 1995) montre l'importance du capital humain pour la croissance d'un pays. Une main d'œuvre qualifiée, qui accumule des connaissances et des compétences, est plus productive. Selon Lucas le capital humain est un facteur cumulatif, qui présente des rendements croissants. Ainsi plus les individus obtiennent de nouvelles connaissances et compétences, plus ils sont capables d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences.

Paul Romer¹² met la lumière sur la recherche et développement, c'est-à-dire l'accumulation de capital technologique. En utilisant le savoir, un chercheur peut innover, ainsi, il accroît le savoir disponible pour les autres chercheurs. Donc, les dépenses de recherche-développement réalisées par une entreprise lui permettent d'accroître sa productivité et d'innover et profitent également aux autres entreprises. En conséquence, en innovant, une entreprise permet aux autres entreprises d'innover.

Robert Barro¹³ met l'accent sur l'importance de l'investissement public dans la croissance, c'est-à-dire l'accumulation de capital public : les infrastructures publiques (routes, aéroports, éclairage public, réseau de distribution d'eau, etc.) stimulent la productivité des agents privés

¹⁰ LORDON F. (1991) - *Théorie de la croissance : quelques développements récents*, [Deuxième partie : la redécouverte des rendements croissants], Département des études de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques, N° 37, pp 191-243

¹¹ LUCAS R. (1988) - *On the mechanics of Economic Development*, Journal of Monetary Economics, Vol 22, pp 3-42

¹² ROMER P. (1986) - *Increasing Returns and Long Run Growth*, Journal of Political Economy, Vol 94, pp1002-1037

¹³ BARRO R.J et SALA-Y-MARTIN X. (1990) - *Public Finance in Models of Endogenous Growth*, NBER, working paper, N°3419.

et par conséquent l'activité. Cependant, avec la croissance, l'Etat prélève davantage de taxes et d'impôts, ce qui lui permet de financer de nouvelles infrastructures. Ainsi l'investissement public favorise la croissance et la croissance favorise en retour l'investissement public.

Ces trois auteurs montrent aussi l'importance du rôle que peut jouer l'Etat afin de favoriser la croissance. L'intervention de l'Etat à long terme par les politiques structurelles (développer les infrastructures, favoriser l'éducation, stimuler la recherche-développement en accordant des crédits d'impôt aux entreprises innovantes, *etc.*) permettra d'améliorer la croissance d'un pays.

Ces théories de croissance endogène offrent un cadre favorable à l'élaboration des modèles en économie ouverte, dans lesquels il est possible de mettre en évidence l'existence d'effets de long terme via le progrès technique et le transfert de technologie. Dans ce contexte, l'ouverture commerciale peut accroître le rythme d'accumulation du capital et peut ainsi changer le sentier de croissance. C'est ce que démontrent certains auteurs comme Feenstra (1990)¹⁴ et Grossman et Helpman (1990)¹⁵ qui présente l'existence de deux effets opposés de l'ouverture sur la croissance, l'un positif et l'autre négatif. Le premier est que l'ouverture commerciale fait augmenter la taille du marché ce qui incite les firmes à investir et à innover ; le second est que cette augmentation de taille accroît le nombre de concurrents ce qui pourrait diminuer les incitations à innover. Cependant, si les deux pays qui échangent sont identiques, ces deux effets s'annulent, dans ce cas l'ouverture n'a aucun effet sur la croissance.

3. Méthodologie de recherche

Afin de répondre à la problématique et analyser la manière dont le Maroc peut améliorer sa croissance économique, une étude comparative sera réalisée entre d'un côté, la croissance du Royaume du Maroc - ce pays africain, arabe, ayant une position géographique stratégique proche de l'UE, ce pays qui a opté pour plusieurs réformes afin d'améliorer sa croissance économique par le biais notamment de l'innovation, fournissant plusieurs efforts dans des secteurs tel que l'industrie, mais dont la croissance reste fortement liée à l'agriculture – et d'autre part, la croissance d'un pays tel la Chine qui a pu en peu de temps améliorer son statut

¹⁴ FEENSTRA R. C. (1990) - *Trade and Uneven Growth*, NBER Working Paper, N° w3276.

¹⁵ GROSSMAN G. et HELPMAN E. (1990) - *Trade, Innovation, and Growth*, American Economic Review, Vol. 80, issue 2, pp. 86-91

de pays sous développé vers un pays émergent puis vers un pays développé, s'immiscant en deuxième position dans la liste des puissances économiques mondiales, enregistrant une croissance soutenue et durable.

Cette « démarche scientifique consiste à rapprocher deux ou plusieurs objets d'analyse appartenant à autant d'environnements collectifs en faisant ressortir les différences et les ressemblances, le but étant d'accroître la connaissance soit de l'un, soit de chacun de ces objets » (Bouchard, 2000)¹⁶.

Ainsi l'étude permettra d'établir les similarités mais surtout les différences (Smelser, 2003)¹⁷ entre la croissance économique du Maroc et celle de l'Empire du Milieu avec comme objectif de relever les améliorations à apporter au modèle économique marocain, afin d'optimiser son niveau de croissance et se détacher de son ancrage à l'agriculture. Cette étude permettra de comprendre comment les pays émergents – notamment la Chine – ont pu décoller et surtout préserver leur avancé et analyser quels secteurs ou domaines ont-ils commencé à réformer pour arriver à leur niveau de progrès actuel.

Pour ce faire, plusieurs facteurs seront pris en considération dans cette étude comparative, à savoir, le capital humain, la recherche et développement, l'investissement, mais aussi l'ouverture commerciale.

L'article présentera alors une comparaison binaire offrant l'avantage d'être plus intense. Elle gagne en portée descriptive et en profondeur historique. Différemment de la comparaison d'une multitude de cas qui permet plus facilement la généralisation (Abrams, 1982¹⁸; Tilly, 1984¹⁹; Raguin, 1987²⁰; Badie et Hermet, 1990²¹; Gazibo et Jenson, 2004²²).

4. Présentation et discussion des résultats

1 Croissance économique

¹⁶ BOUCHARD G. (2000) - *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*. Montréal : Les Éditions du Boréal, p 37

¹⁷ SMELSER N. J. (2003) - *Comparative analysis, interdisciplinarity and internationalization in sociology*. *International Sociology*, 18(4), pp 643-657

¹⁸ ABRAMS P. (1982) - *Historical Sociology*, Somerset, Open Book

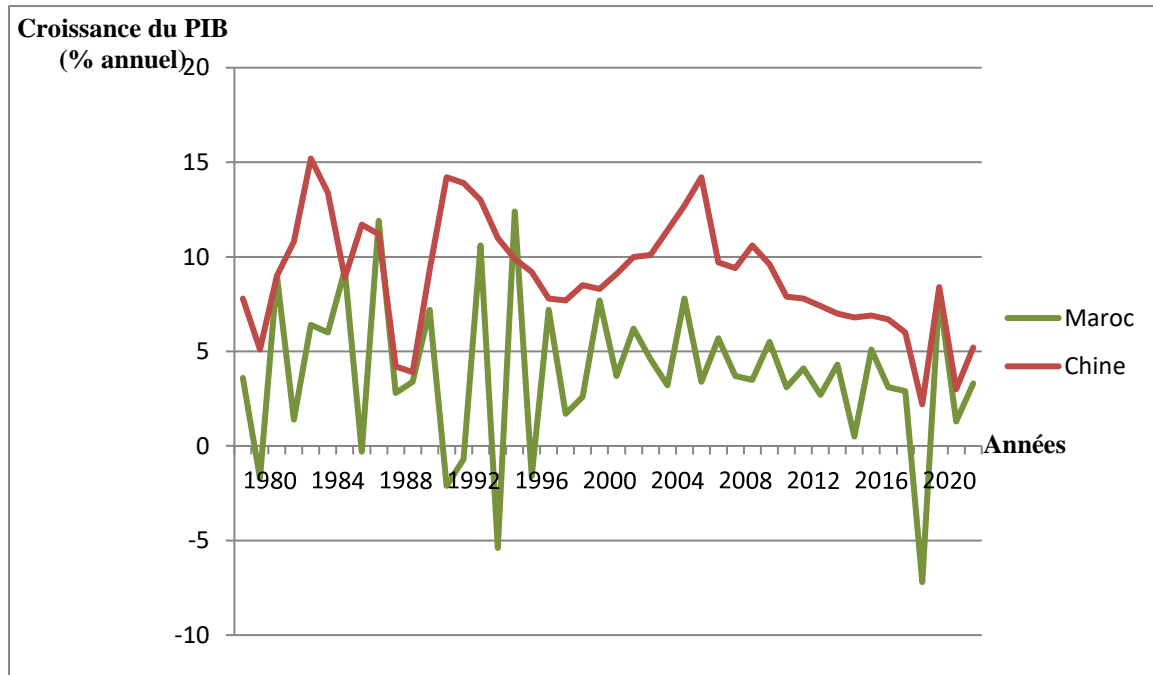
¹⁹ TILLY C. (1984) - *Big Structures, Large Processus, Huge Comparisons*, New York, Russel Sage Fondation.

²⁰ RAGUIN C. (1987) - *The Comparative Method*, Los Angeles (CA), University of California Press.

²¹ BADIE B. et Guy H. (1990) - *Politique comparée*, Paris, Presses universitaires de France

²² GAZIBO M. et Jane J. (2004) - *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

A partir de la fin de la guerre froide et de l'effondrement du système bipolaire, plusieurs pays émergents ont faits leur apparition. La Chine par exemple, issu de l'ancien bloc communiste, ayant vécu longtemps presque en autarcie privilégiant les normes protectionnistes, a commencé à enregistrer depuis les années 80, une croissance de plus en plus élevée comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de la banque mondiale, HCP et Rexecode

Graphique 1 : La croissance du PIB du Maroc et de la Chine

Pour faire partie des pays émergents, il ne suffit pas d'enregistrer un taux de croissance élevé, il doit aussi être durable, conservé pendant, potentiellement, 10 ans, oscillant autour de 5%. Comme le démontre le graphique, la Chine présente un niveau de croissance soutenue qui a pu atteindre les deux chiffres, pendant plusieurs périodes, dépassent largement les 5%.

La croissance du PIB a pu atteindre en Chine, 15,2% en 1984 ; 14,2% en 1992 et 14,2% en 2007. Les valeurs les plus basses ont été enregistrées en temps de crise. Le mouvement de 1989 - né suite aux revendications des intellectuels sur la place Tian'anmen à Pékin, les luttes de factions au sommet du pouvoir et la mobilisation de la société civile – a engendré un taux de croissance de 4,2 pendant cette année et de 3,9 l'année suivante (des taux qui ne sont tout même pas négatifs contrairement au Maroc). Cependant la Chine a su rapidement rebondir et afficher une croissance économique de 9,3 en 1991. Tout comme la période de la crise

sanitaire pendant laquelle la Chine présente un niveau de croissance de 2,2% mais qui dépasse les 8% l'année d'après.

Le Maroc a pu également enregistrer une croissance de deux chiffres pendant certaines périodes. Il a pu avoisiner les 12% en 1988 après avoir tout de même enregistré un taux de -0,3% en 1987, puis un taux de 2,8% en 1989. Un cas similaire a été observé en 1994, où la croissance du PIB du Maroc a été de 10,6% après -0,7% l'année d'avant et -5,4% l'année d'après, pour ensuite arriver à son niveau le plus haut en 1996 dépassant les 12%.

Pendant la crise sanitaire, la croissance du Royaume a été à son plus bas, enregistrant un taux de -7,2% pour ensuite rebondir à 8%.

Ainsi, et malgré des taux de croissance du PIB élevés pendant certaines périodes, le Maroc n'a pas pu préserver une croissance économique soutenue et ceux à cause notamment de sa dépendance au secteur agricole.

En effet, les années où ce pays africain a enregistré un niveau élevé de croissance économique correspondent à des périodes de pluie où l'agriculture a été fructueuse portant l'économie marocaine vers une performance sans précédent. Cependant cet ancrage au secteur primaire prolifère d'énormes fluctuations du taux de croissance marocain. D'où la nécessité pour le pays de trouver des solutions. Pour ce faire, l'étude prendra en considération d'autres variables qui peuvent améliorer la croissance économique d'un pays (comme le démontre les économistes cités au préalable dans le revue de littérature), à savoir : l'indice du capital humain, les dépenses en recherche et le développement, les investissements directs étrangers et la balance commerciale ; permettant aussi de mieux comprendre ces différents taux de croissance enregistré par les deux pays pris en considération dans cette étude.

2 Facteurs liés à la croissance économique

2.1 Le capital humain

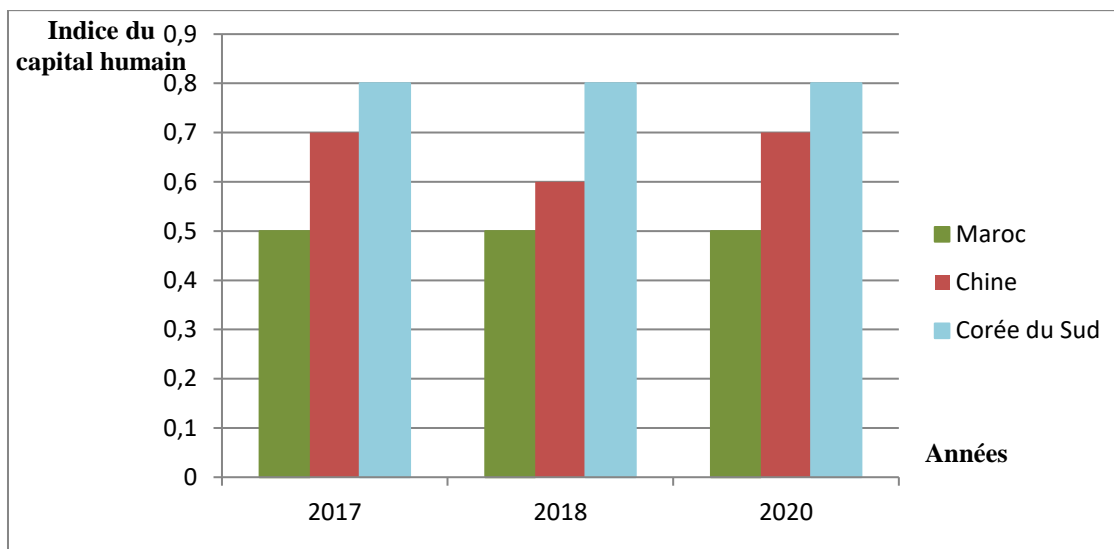
Concernant l'indice du capital humain, seules les données correspondant aux années 2017, 2018 et 2020 sont disponibles. Cependant, ces données suffisent pour comprendre que, malgré la croissance démographique de la Chine, le pays enregistre un indice de capital humain plus élevé que celui du Maroc. En effet, ce dernier enregistre un indice moyen de 0,5 ce qui veut dire que pas plus de la moitié de ses 37 million de population²³, enregistré en 2021, bénéficie d'une bonne éducation et d'une bonne santé. Tandis que 60% parmi les 1,412 milliard d'habitants chinois²⁴ jouissent d'une vie de qualité profitant d'une éducation complète et

²³ Données de la Banque mondiale

²⁴ Idem

d'une santé optimale. Une population énorme qui requière plus d'efforts en investissement. Pour cela il faut encore comprendre l'importance d'investir dans un tel domaine. Une importance qui a été bien comprise par les pays aujourd'hui émergents voire développés. D'ailleurs l'indice de capital humain le plus élevé à été enregistré par des pays émergents asiatiques, tels Singapour et Hong Kong, enregistrant respectivement un indice de 0,88 et 0,81²⁵ ; suivi de celui de la Corée du Sud et du Japon.

Cet investissement leur permet d'avoir une main d'œuvre solide, capable d'évoluer et de s'adapter aux changements mondiaux et notamment à la transformation technologique et à la mutation climatique. Il est a noté d'ailleurs, que pour les investissements chinois au Maroc, la Chine apporte sa propre main d'œuvre qualifiée, jugée plus performante que celle du Maroc ce qui ne contribue pas à la diminution du chômage du Royaume.



Source : Réalisé par l'auteure à partir des données de la banque mondiale

Graphique 2 : Indice du capital humain du Maroc, de la Chine et de la Corée du Sud

2.2 Les Investissements directs étrangers

La Chine a été un pays socialiste adoptant plusieurs normes protectionnistes restrictives et possédant un marché rigide ce qui explique l'absence d'investissement direct étranger jusqu'aux années 80. Ce changement a été accompagné par le début des réformes et de l'ouverture du pays à partir de 1979.

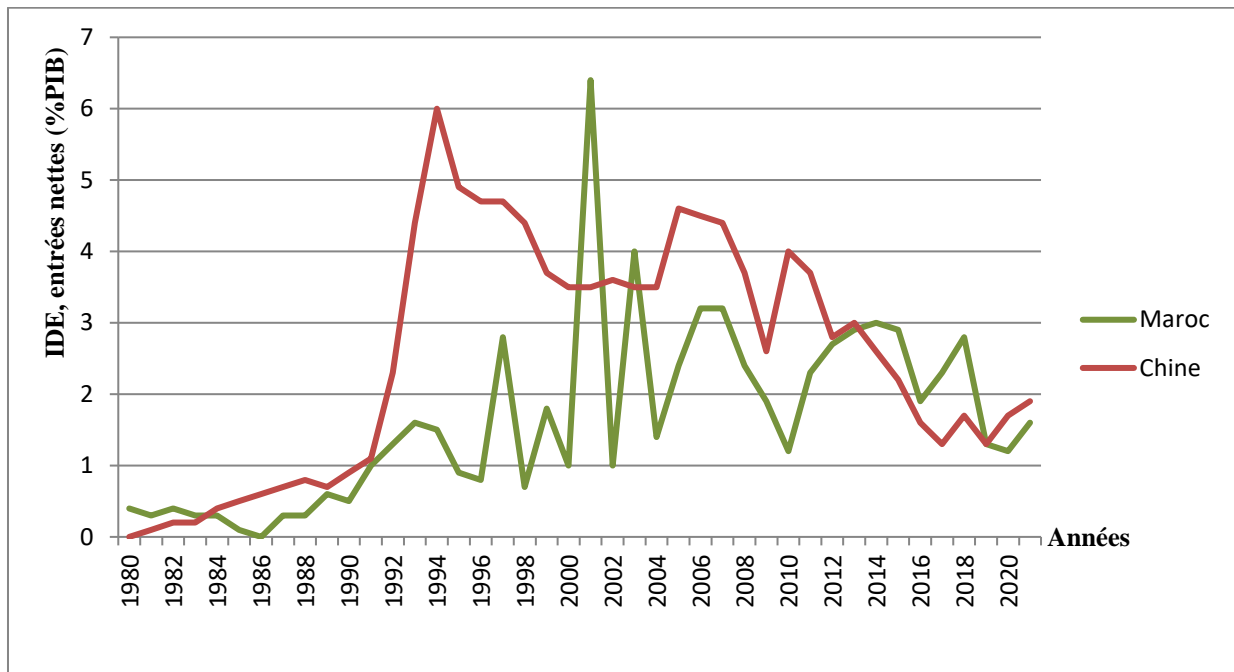
Par contre, si le Maroc n'enregistre pas de sortie d'IDE jusqu'à la fin des années 80, c'est parce qu'il n'eut pas ou que très peu d'investissements à proposer. Cependant, étant conscient

²⁵ Idem

de l'importance des IDE pour améliorer sa croissance économique, le pays tente depuis longtemps d'attirer les IDE par le biais de sa stabilité politique et de sa position géographique enregistrant quelques entrées, certes minime mais existante.

Ce n'est qu'en 2001 qu'il enregistre son taux le plus élevé d'entrée d'investissement direct étranger (6,4%), après la signature de l'accord de libre-échange avec l'U-E en 2000. Un taux qui a été accompagné d'un niveau de croissance du PIB de 7,7% la même année.

D'ailleurs si l'on compare bien la courbe de croissance du PIB et celle des IDE, on remarque que la croissance économique du Maroc n'a pas été en dessous des 5%, pendant les années où le pays a enregistré d'importantes entrées d'investissements directs.



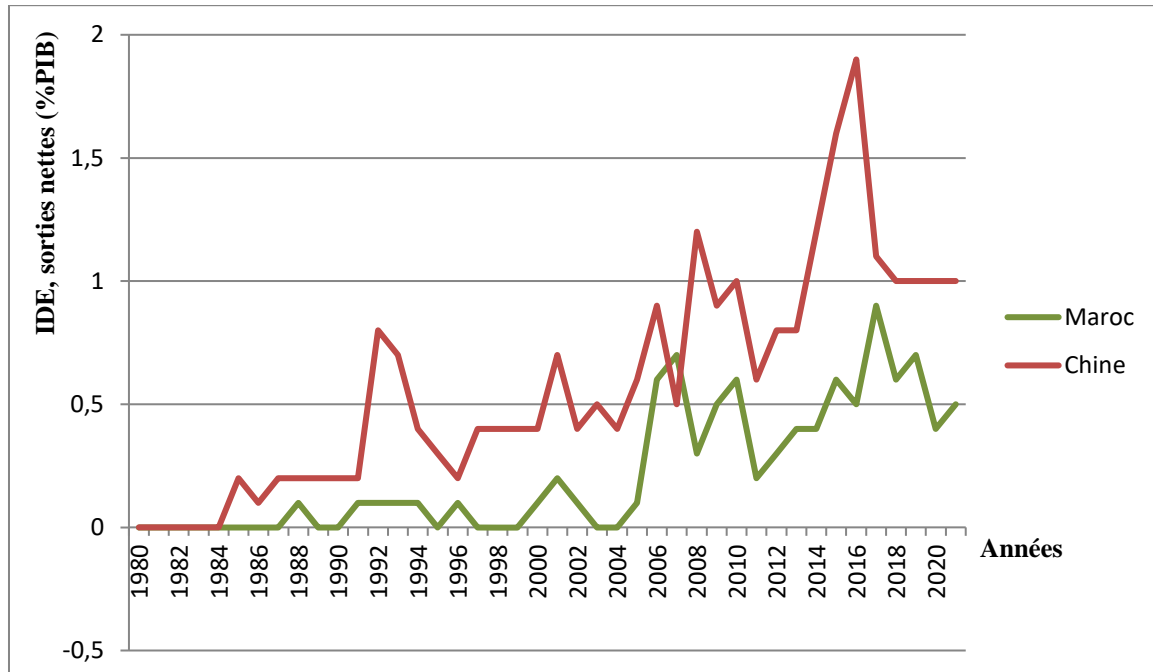
Source : Réalisé par l'auteure à partir des données de la banque mondiale

Graphique 3 : Investissements directs étrangers, entrées nettes (% de PIB) du Maroc et de la Chine

Malgré la rigidité du marché chinois, le pays a pu enregistrer une évolution importante des entrées nettes des investissements directs allant jusqu'à 6% en 1994.

Les sorties de ses investissements directs étrangers ont été de plus en plus importantes arrivant à son niveau le plus haut en 2016 avoisinant les 2% pour s'établir depuis 2018 à un taux de 1%. Plusieurs entreprises chinoises investissent à l'étranger notamment en Afrique. Une stratégie qui s'illustre aussi bien par le projet « Une ceinture, Une route » que par la création des zones économiques spéciales et la promulgation des lois d'habilitation sur les

IDE. Ceci permet à la Chine de s'intégrer davantage à l'économie mondiale en s'appuyant essentiellement sur le secteur des infrastructures.



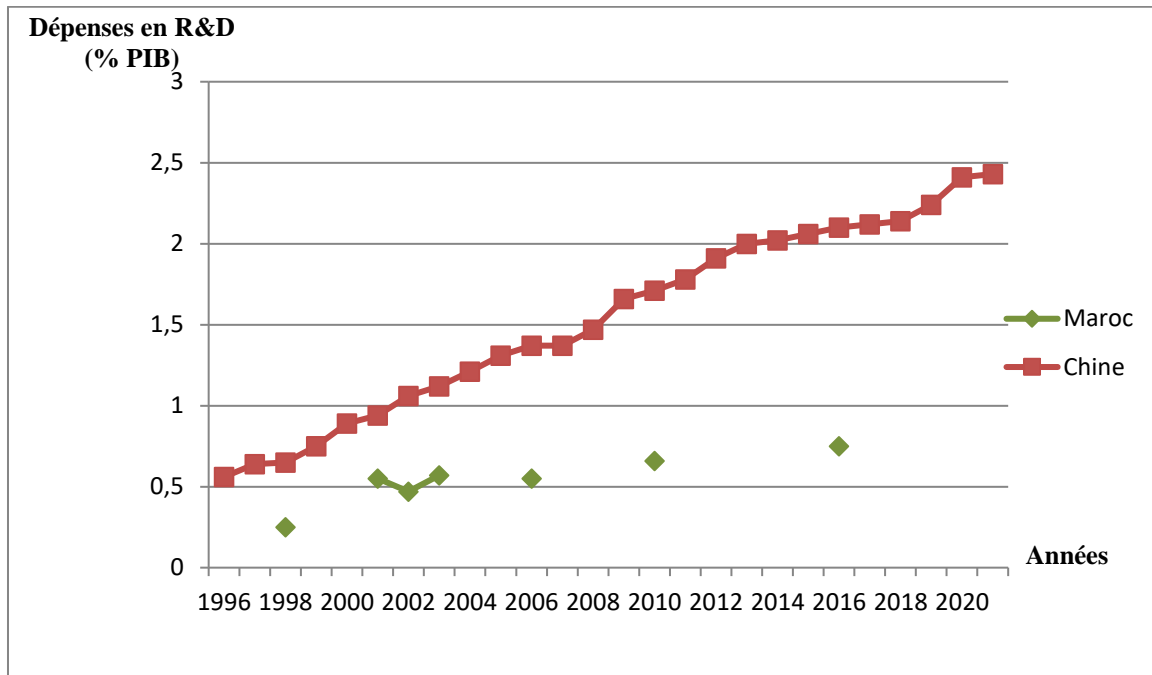
Source : Réalisé par l'auteure à partir des données de la banque mondiale

Graphique 4 : Investissement direct étrangers, sorties nettes (% de PIB) du Maroc et de la Chine

2.3 La recherche et développement (R&D)

L'investissement dans la recherche et le développement présente une grande importance dans l'environnement économique actuel. Cette fonction présente un levier essentiel de la croissance économique. Elle joue un rôle clé dans l'innovation et le développement de nouveaux produits permettant de répondre aux attentes changeantes du marché et par conséquent améliore la compétitivité dans le secteur industrielle. Un rôle que la Chine a compris, les valeurs du graphique ci-dessous en témoignent. Depuis 1996 et jusqu'à aujourd'hui, les dépenses chinoises en recherche et développement n'ont pas cessé d'augmenter, allant de 0,56% du PIB en 1996 jusqu'à 2,43% en 2021.

Cependant, les données, quasi-stagnantes, relatives au Maroc montrent que le pays ne dépense pas plus de 0,75% (2016) du PIB pour la recherche et développement ce qui explique son retard dans le secteur secondaire notamment, malgré les réformes mises en place, témoignant d'un manque de compétitivité au niveau international, et l'ancrage de sa croissance économique au secteur agricole.



Source : Réalisé par l'auteure à partir des données de la banque mondiale, CNRST

Graphique 5 : Dépenses en recherche et développement (% du PIB) du Maroc et de la Chine

2.4 Commerce extérieur

Ayant longtemps été inscrite dans une stratégie de développement interne, la Chine renverse la donne économique mondiale avec sa réforme de la politique commerciale basé notamment sur l'ouverture et l'intégration au marché mondiale. Cette réforme a rapidement donné ces fruits enregistrant une balance extérieure positive depuis 1993 et jusqu'à aujourd'hui (comme le montre le graphique ci-dessous). Ceci est dû notamment au déclin de la planification obligatoire du commerce extérieur chinois qui imposait à chaque exportateur des restrictions quantitatives. Cette année, seulement 16 biens d'exportation²⁶ ont été couverts par la planification obligatoire contre 112 en 1988²⁷. Ainsi, la proportion des produits exportés couverts par la planification obligatoires est passée de 100% en 1978, à 45% en 1988 ensuite

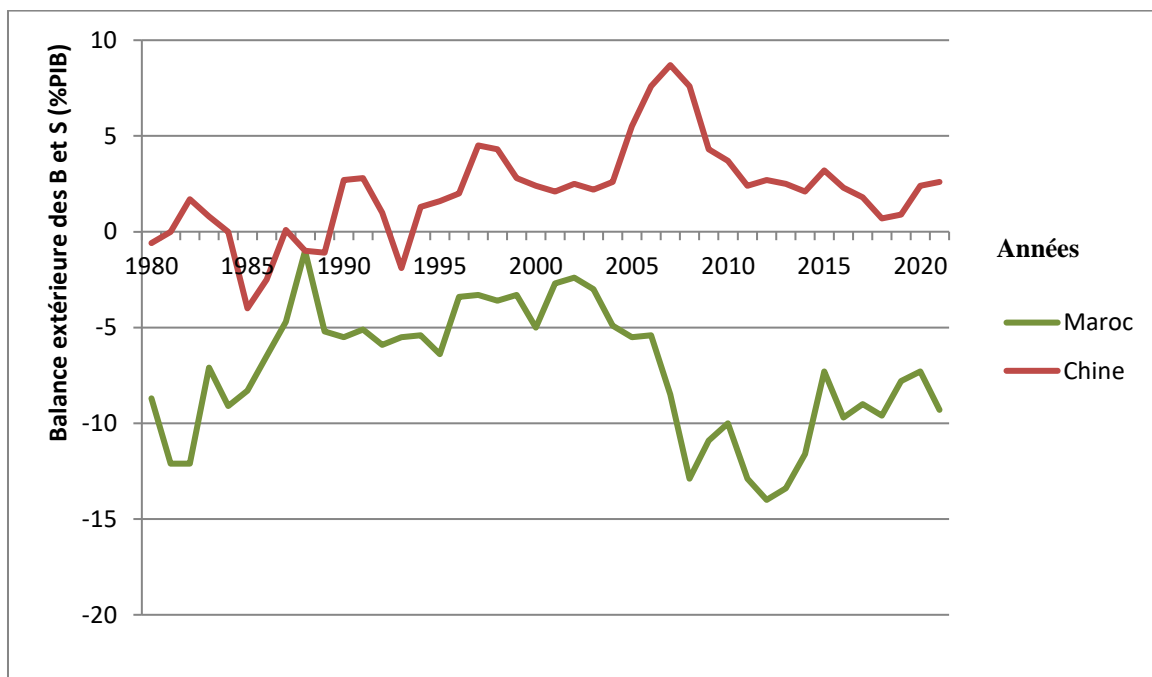
²⁶ Fukasaku K. et Wall D. (1994) – *China's long March to an Open Economy*, Paris, OECD, Development Center Studies, p50

²⁷ Lardy N. R. (1992) – *Foreign Trade and Economic Reform in China, 1970 – 1990*, Cambridge, Cambridge University Press, p

à 15% en 1992²⁸. Pour ce qui est des importations, la couverture de planification obligatoire a également continué de diminuer. En 1993, les produits importés soumis à ce régime représentent moins de 20% du total des importations chinoise.

Le développement des sociétés du commerce extérieur en Chine, depuis les années 80 a également entraîné une meilleure ouverture commerciale. Ainsi cette réforme de la politique commerciale chinoise basé sur la décentralisation du contrôle des échanges par les pouvoirs publics chinois a eu des répercussions positives sur son ouverture commerciale ainsi que sur sa croissance économique. Ceci dit, l'intervention de l'Etat chinois dans le commerce extérieur joue encore un rôle prépondérant dans l'évolution de sa croissance.

Cet excédent de la balance commerciale est également le résultat de la politique commerciale chinoise liée à la politique industrielle et le bénéfice de l'économie d'échelle. En effet, la Chine exploite son avantage comparatif qui repose sur le faible coût de sa main d'œuvre (aussi bien qualifiée que peu qualifiée) pour être très compétitif sur le marché mondial.



Source : Réalisé par l'auteure à partir des données de la banque mondiale

Graphique 6 : Balance extérieure de Biens et Services (% du PIB)

En contrepartie, le Maroc enregistre depuis toujours une balance commerciale déficitaire. Ce déficit se creuse d'année en année avec quasiment tous ses partenaires commerciaux. Ainsi le

²⁸ Banque mondiale, (1993) – *China : Foreign Trade Reform: Meeting the Challenge of the 1990s*, Washington DC, p 28

pays devra revoir sa politique commerciale ce qui peut jouer un rôle essentiel pour améliorer sa croissance économique. Pour se faire, il est certain que le Maroc ne va pas utiliser la stratégie chinoise. Une stratégie gagnante pour un pays pourra être perdante pour l'autre. Notons que ni la démographie marocaine, ni le droit du travail marocain ne permettra au pays de bénéficier de l'avantage comparatif chinois. Cependant, il pourra prendre la Chine comme exemple pour améliorer certains points lui permettant d'enregistrer une croissance économique plus soutenue.

3 Recommandations

La croissance économique du Maroc reste très ancrée à son agriculture. Le réchauffement climatique et les années de sécheresse prévues ne seront pas bénéfiques pour son évolution. D'autres alternatives basées sur des réformes économiques solides doivent être mises en place.

Le Maroc devra commencer par investir dans son capital humain. Il est à noter qu'en investissant au Maroc, la Chine importe sa propre main d'œuvre qualifiée sous prétexte de manque de compétences surtout dans certains domaines ; ce qui ne contribue pas à la diminution du chômage du pays, au contraire, avec la concurrence chinoise menaçant la production locale, le chômage ne fait qu'augmenter. Sachant que la croissance économique peut être freinée par une baisse de la productivité de la main d'œuvre et pour aller au-delà de cet argument chinois, le Maroc devra investir davantage dans le secteur de l'éducation, un secteur qui favorise la croissance comme le montre le prix Nobel d'économie T.W.Shultz²⁹.

La concurrence mondiale de façon générale et la concurrence chinoise de façon particulière ainsi que le changement technologique exigent aux pays en développement d'investir davantage dans l'éducation. En effet, le manque de compétitivité des travailleurs revient au manque d'efficacité des systèmes éducatifs au Maroc. Dans ce sens, l'éducation étant l'un des instruments les plus puissants pour lutter contre les inégalités et la pauvreté, permettant d'enregistrer une croissance économique soutenue et durable, le pays devra développer son système éducatif en investissant tôt dans les bonnes compétences. Il se doit de préparer les enfants dès leur jeune âge, avec une éducation accessible à tous évoluant sans cesse avec son temps grâce à la recherche et le développement. Pour cela, le corps enseignant doit être

²⁹ SHULTZ T.W., (1971) – *Investment in Human Capital. The Role of Education and of Research*

performant profitant de formation au fur et à mesure de l'évolution technologique mondiale. Ceci va de paire avec le secteur de la santé.

Il serait inutile d'éduquer une population malade qui serait incapable d'être efficace dans le marché de travail. Une main d'œuvre en bonne santé est une main d'œuvre plus compétitive. Il serait donc primordial d'améliorer la qualité de ce secteur et de faciliter l'accès aux services de santé permettant aux enfants d'être en bonne santé pour mieux réussir à l'école et aux adultes d'être plus productifs dans leur travail. Plusieurs idées peuvent être mise à l'œuvre. Tout d'abord, améliorer les soins primaires et les services de santé dans le milieu rural. L'Etat pourrait également imposer des taxes sur le tabac par exemple et même sur les boissons gazeuses permettant d'augmenter les recettes tout en améliorant l'état de santé de la population. Le Maroc devra alors suivre les pas des pays émergent et assurer un financement efficace permettant de renforcer ces deux secteurs : l'éducation et la santé afin d'adopter le chemin allant vers la croissance et la prospérité de son économie.

Ajoutant que, afin d'améliorer sa croissance économique, le Maroc a pu attirer de nombreux IDE. Le plus grand projet restant la ville industrielle près de Tanger qui pourra accueillir près de 200 entreprises chinoises et créer des milliers d'emplois. Cependant, ces investissements restent insuffisants pour absorber le déficit budgétaire. Le pays devra encourager la création d'entreprises afin de créer de la valeur et améliorer sa productivité. Il devra diversifier sa production, surtout dans le secteur secondaire à forte valeur ajoutée. En prenant en compte la taille du marché marocain, le pays devra trouver des niches économiques tout en mettant la lumière sur la qualité de ses produits et leur authenticité (par rapport à celle de la Chine), investissant davantage dans la recherche et le développement encourageant l'innovation comme clé de croissance. Ceci permettra d'améliorer la concurrence du pays que ce soit sur le marché local ou international. Pour cela, il est nécessaire d'utiliser des normes protectionnistes, afin de protéger son industrie naissante de la concurrence, se prémunir des échanges inégaux creusant le déficit budgétaire.

5. Conclusion

La croissance économique est une notion qui a depuis longtemps suscité l'intérêt de plusieurs économistes. Cet intérêt a augmenté avec l'apparition des pays émergent et notamment la Chine, l'empire du milieu ou encore « l'usine du monde », comme surnommée actuellement. Un pays qui a pu connaître, en peu de temps, une grande réussite, là où plusieurs pays ont échoué et où d'autres peinent toujours. Comment un tel pays, faisant partie, il y a quelques

années encore, des pays en développement, protectionniste, communiste, a pu dépasser les meilleurs pour ensuite devenir, en l'espace de quelques décennies de croissance rapide, la seconde puissance économique mondiale ? L'émergence de ce géant asiatique en concomitance avec ses pays voisins a eu un impact apparent sur le reste du monde, sur leurs politiques d'ouverture ainsi que sur leurs stratégies de croissance.

L'avancée chinoise suscite également l'attention de pays en développement tel le Maroc, un modèle que le pays souhaitera suivre. Pour cela, le Maroc devra améliorer son niveau de croissance en commençant – tout comme la plupart des pays émergents et notamment la Chine - par investir dans des secteurs clés tel le capital humain. En effet, ce dernier fait parti des ressources les plus importantes que peut posséder un pays compte tenu de la valeur qu'il peut créer. Il est donc nécessaire de veiller à former une main d'œuvre saine et qualifiée. Ce capital humain qualifié peut être déplacé vers le secteur de la recherche et le développement étant le pilier de l'innovation permettant de créer de la valeur ajoutée ainsi, améliorer le niveau de croissance du pays. Le Maroc pourra aussi attirer d'autres investissements directs étrangers afin de combler le déficit de sa balance commerciale ; mais il peut également inciter et encourager sa population à investir notamment dans le secteur industriel, restant encore peu développé malgré les réformes mises en place ces dernières années, permettant d'enregistrer une croissance durable la détachant de son ancrage à l'agriculture.

La croissance économique pouvant être fortement influencé par l'ouverture commerciale, le Maroc devra également mieux négocier sa relation avec les pays avec qui il entretient des accords.

BIBLIOGRAPHIE

1. COHEN D. (2011) - *La prospérité du vice*, livre de poche
2. FOURASTIE J. (1979) - *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard
3. KEYNES J.M. (1936) - *The general theory of employment, Interest, and Money*, Ed Palgrave Macmillan.
4. HARROD R. F. (1939) - *An essay in dynamic theory*, The Economic Journal, Vol. 49, No. 193
5. EVSEY D. DOMAR (1947) - *Expansion and Employment* , The American Economic Review, Vol. 37, No. 1
6. SOLOW R. S. (1988) - *La théorie de la croissance et son évolution*, Revue française d'économie
7. SOLOW R. S. (1956) - *A contribution to the theory of economic growth*, Quarterly journal of economics, Vol. 70, No. 1

8. SWAN T.H. (1956) - *Economic growth and capital accumulation*, Economic Record, John Wiley et Sons, Vol 32, N°2
9. DIEMER A. (2010) - *Théories de croissances endogènes et principe de convergence*, MCF IUFM d'Auvergne
10. LORDON F. (1991) - *Théorie de la croissance : quelques développements récents*, [Deuxième partie : la redécouverte des rendements croissants], Département des études de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques, N° 37
11. LUCAS R. (1988) - *On the mechanics of Economic Development*, Journal of Monetary Economics, Vol 22
12. ROMER P. (1986) - *Increasing Returns and Long Run Growth*, Journal of Political Economy, Vol 94
13. BARRO R.J et SALA-Y-MARTIN X. (1990) - *Public Finance in Models of Endogenous Growth*, NBER, working paper, N°3419.
14. FEENSTRA R. C. (1990) - *Trade and Uneven Growth*, NBER Working Paper, N° w3276.
15. GROSSMAN G. et HELPMAN E. (1990) - *Trade, Innovation, and Growth*, American Economic Review, Vol. 80, issue 2
16. BOUCHARD G. (2000) - *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Montréal* : Les Éditions du Boréal
17. SMELSER N. J. (2003) - *Comparative analysis, interdisciplinarity and internationalization in sociology*. International Sociology, 18(4)
18. ABRAMS P. (1982) - *Historical Sociology*, Somerset, Open Book
- TILLY C. (1984) - *Big Structures, Large Processus, Huge Comparisons*, New York, Russel Sage Fondation.
19. RAGUIN C. (1987) - *The Comparative Method*, Los Angeles (CA), University of California Press.
20. BADIE B. et Guy H. (1990) - *Politique comparée*, Paris, Presses universitaires de France
21. GAZIBO M. et Jane J. (2004) - *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
22. Fukasaku K. et Wall D. (1994) – *China's long March to an Open Economy*, Paris, OECD, Development Center Studies
23. Lardy N. R. (1992) – *Foreign Trade and Economic Reform in China, 1970 – 1990*, Cambridge, Cambridge University Press
24. Banque mondiale, (1993) – *China : Foreign Trade Reform: Meeting the Challenge of the 1990s*, Washington DC
25. SHULTZ T.W., (1971) – *Investment in Human Capital. The Role of Education and of Research*